

Commission Paritaire de l'Industrie des tabacs

Convention collective de travail du 13 juin 2003 *et du 22.09.04*
relative au petit chômage

Chapitre 1^{er} - objectifs

article 1^{er}:- La présente convention collective de travail annule et remplace la convention collective de travail du 25 novembre 1974, rendue obligatoire par arrêté royal du 21 avril 1975, publié au Moniteur belge du 12 décembre 1975, ainsi que ses diverses modifications.

Chapitre II - champ d'application

article 2: La présente convention collective de travail s "applique aux employeurs et travailleurs qui ressortissent à la Commission paritaire de l'Industrie des Tabacs.

On entend par travailleurs: les ouvriers et les ouvrières.

Chapitre III - Dispositions

article 3. A l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement des obligations civiques ou des missions civiles énumérées ci-après, tous les travailleurs qui tombent sous l'application de l'article 2 de la présente CCT et qui, d'une manière quelconque, forment un ménage et qui sont domiciliés à la même adresse, sous réserve de communiquer préalablement à l'employeur et ce, par écrit, la composition du ménage, ont le droit de s'absenter du travail, avec maintien de leur rémunération normale, pour une durée fixée comme suit :

1°- Mariage du travailleur :

Deux jours à choisir par le travailleur dans la semaine où se situe l'événement ou dans la semaine suivante.

2°- Mariage d'un enfant du travailleur ou de la personne avec qui il forme un ménage, d'un frère, d'une soeur, d'un beau-frère, d'une belle-soeur, du père, de la mère, du beau-père, de la belle-mère, du second mari de la mère, de la seconde femme du père, d'un petit enfant du travailleur :

Le jour du mariage.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

20 -10- 2004

18 -11- 2004

72863 16/133

NR

- 3°- Ordination ou **entréc** au couvent d'un enfant du travailleur ou de la personne avec qui il forme un **ménage**, d'un **frère**, d'une **sœur**, d'un **beau-frère**, d'une belle-sœur du travailleur :
Le jour de la cérémonie.
- 4°- Accouchement de l'épouse du travailleur :
Deux jours à choisir par le travailleur dans les 12 jours à dater du jour de l'accouchement.
- 5°- Décès de la personne avec qui il forme un **ménage**, d'un enfant du travailleur ou de la personne avec qui il forme un **ménage**, du père, de la **mère**, du **beau-père**, de la **belle-mère**, du second mari de la mère ou de la seconde femme du père du travailleur :
Trois jours à choisir par le travailleur dans une période de 12 jours débutant le jour du décès.
- 6°- Décès d'un **frère**, d'une **sœur**, d'un **beau-frère**, d'une **belle-sœur**, du **grand-père**, de la **grand-mère**, de l'arrière **grand-père**, de l'arrière **grand-mère**, d'un **petit-enfant**, d'un arrière **petit-enfant**, d'un gendre ou d'une bru habitant chez le travailleur :
Trois jours à choisir par le travailleur dans une période de 12 jours débutant le jour du décès.
- 7°- Décès d'un **frère**, d'une **sœur**, d'un **beau-frère**, d'une **belle-sœur**, du **grand-père**, de la **grand-mère**, de l'arrière **grand-père**, de l'arrière **grand-mère**, d'un **petit-enfant**, d'un arrière **petit-enfant**, d'un gendre ou d'une bru n'habitant pas chez le travailleur :
Le jour des funérailles
- 8°- Communion solennelle d'un enfant du travailleur ou de la personne avec qui il forme un ménage:
Le jour de la cérémonie.
Si ce jour coïncide avec un **dimanche**, un jour férié ou un jour habituel d'**inactivité**, ce jour est remplacé par le jour habituel d'activité qui précède ou suit immédiatement l'événement.
- 9°- Participation d'un enfant du travailleur ou de la personne avec qui il forme un ménage à la fête de la «jeunesse laïque» là où elle est organisée :
Le jour de la fête.
Si ce jour coïncide avec un **dimanche**, un jour férié ou un jour habituel d'**inactivité**, ce jour est remplacé par le jour habituel d'activité qui précède ou suit immédiatement l'événement.
- 10°- Séjour du travailleur milicien dans un centre de recrutement et de sélection ou dans un hôpital militaire à la suite de son passage dans un centre de recrutement ou de sélection :
Le temps nécessaire avec maximum trois jours.

- 11°- Participation à une réunion d'un conseil **de** famille convoqué par le **jug**e de paix :
Le temps nécessaire avec maximum un jour.
 - 12°- Participation à un jury, convocation comme témoin devant les tribunaux ou comparution personnelle ordonnée par la juridiction de travail :
Le temps nécessaire avec maximum cinq jours.
 - 12bis°- Exercice des fonctions d'assesseur d'un bureau principal ou d'un bureau unique de **vote**, lors des élections **législatives**, provinciales et communales :
Le temps nécessaire.
 - 12ter°- Exercice d'une fonction d'assesseur d'un bureau principal de dépouillement lors des élections du Parlement Européen :
Le temps nécessaire avec maximum 5 jours.
 - 13°- Exercice des fonctions d'assesseur d'un bureau principal de **dépouillement**, lors des élections **législatives**, provinciales et communales :
Le temps nécessaire avec maximum 5 jours.
 - 14°- L'accueil **d'un** enfant dans la famille du travailleur dans le cadre d'une adoption :
Trois jours à choisir par le travailleur dans le mois qui suit l'inscription de l'enfant dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers de sa commune de résidence comme faisant partie de son ménage.
- article 4. Le **beau-frère**, la belle-soeur, le grand-père et la grand-mère de la personne avec qui il forme un ménage sont assimilés au **beau-frère**, à la **belle-socur**, au grand-père et à la grand-mère du travailleur pour l'application de l'article 3. § 6 et 7.
- article 5. Les travailleurs ont en outre le droit de s'absenter un jour du **travail**, avec maintien de leur **rémunération**, si une distinction honorifique **leur** est octroyée.
- article 6. Dans les entreprises occupant au moins 40 **travailleurs**, les travailleurs ont droit à un jour d'absence supplémentaire dans les cas prévus à l'article 3. n°s 1 et 4.
De **plus**, l'ouvrière a le droit de s'absenter du travail avec maintien de sa **rémunération normale**, pendant un jour, à l'occasion de l'accouchement à domicile de sa fille ou de sa belle-fille.
- article 7. L'enfant adoptif et le parent **adoptif**, l'enfant d'accueil et le parent d'accueil sont assimilés à l'enfant ou le parent et l'enfant naturel reconnu est assimilé également à l'enfant légitime ou légitimé pour l'application de l'article 3. n°s 2, 3, 5, 8, 9 et de l'article 6.

article 8. Pour l'application des dispositions des articles 3. 4. 5 et 6 de la présente convention collective de **travail**, seules les journées d'activité habituelle visées à l'**article 56** de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de **travail**, comme insérés dans l'article 10 de la loi du 20 juillet 1960, concernant le salaire hebdomadaire garanti et modifiée par la loi du 10 décembre 1962. sont considérées comme jours d'absence.

Chapitre IV - durée - validité

article 9. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er avril 2003 et est conclue pour une durée indéterminée.

Chacune des parties contractantes peut dénoncer la présente **convention**, moyennant un délai de préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste adressée au Président de la Commission paritaire de l'Industrie du Tabac et à chacune des parties contractantes.

Paritair Comité voor het Tabaksbedrijf

Collectieve arbeidsovereenkomst van 13 juni 2003 en Van 22.09.04 omirent het klein verlet

Hoofdstuk I - oogmerken

artikel 1: Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst vernietigt en vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 november 1974, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 21 april 1975, verschenen in het Belgisch Staatsblad van 12 december 1975, evenals haar diverse wijzigingen..

Hoofdstuk II - Toepassingsgebied

artikel 2: Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers die onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het Tabaksbedrijf ressorteren

Onder werknemers wordt verstaan: de arbeiders en arbeidsters.

Hoofdstuk III - Beschikkingen

artikel 3: Ter gelegenheid van familiegebeurtenissen of voor de vervulling van staatsburgerlijke verplichtingen of van burgerlijke opdrachten die hierna opgesomd zijn, hebben alle werknemers die onder het toepassingsgebied van artikel 2 van onderhavige cao vallen en die onder één of andere vorm een gezin vormen en op hetzelfde adres gedomicilieerd zijn, op voorwaarde dat de betrokken werknemers de werkgever vooraf schriftelijk de samenstelling van hun gezin mededelen, het recht met behoud van hun normaal loon, op het werk afwezig te zijn, voor een als volgt bepaalde duur.

- 1° - huwelijk van de werknemer:
twee dagen door de werknemer te kiezen tijdens de week waarin de gebeurtenis plaats heeft of tijdens de daarop volgende week.
- 2° - huwelijk van een kind van de werknemer of met wie hij een gezin vormt, van een broer, zuster, schoonbroer, schoonzuster, van de vader, moeder, schoonvader, schoonmoeder, stiefvader, stiefmoeder, van een kleinkind van de werknemer:
de dag van het huwelijk.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.
20 -10-2004	08 -11- 2004

NR.
N°

72863 | 16 | 133

- 3° - priesterwijding of intrede in het klooster van een kind van de werknemer of van diegene met wie hij een gezin vormt, van een broer, zuster, schoonbroer, schoonzuster van de werknemer :
de dag van de plechtigheid.
- 4° - de geboorte van een kind van de werknemer:
twee dagen door de werknemer te kiezen tijdens de twaalf dagen te rekenen vanaf de dag van de bevalling.
- 5° - overlijden van diegene met wie hij een familie vormt, van een kind van de werknemer of met wie hij een gezin vormt, van de moeder, vader, schoonmoeder, schoonvader, stiefmoeder, stiefvader van de werknemer:
drie dagen door de werknemer te kiezen binnen een periode van twaalf dagen die begint met de dag van het overlijden.
- 6° - overlijden van een broer, zuster, schoonbroer, schoonzuster, grootvader, grootmoeder, overgrootvader, overgrootmoeder, kleinkind, achterkleinkind, schoonzoon, schoondochter die bij de werknemer inwoont .
drie dagen door de werknemer te kiezen binnen een periode van twaalf dagen die begint met de dag van het overlijden.
- 7° - overlijden van een broer, zuster, schoonbroer, schoonzuster, grootvader, grootmoeder, overgrootvader, overgrootmoeder, kleinkind, achterkleinkind, schoonzoon, schoondochter die niet bij de werknemer inwoont :
de dag van de begrafenis.
- 8° - plechtige communie van een kind van de werknemer of met wie hij een gezin vormt:
de dag van de plechtigheid.
Zo deze dag samenvalt met een zondag, een feestdag of een gewone inactiviteitsdag, wordt deze dag vervangen door de gewone activiteitsdag die de gebeurtenis onmiddellijk voorafgaat of volgt.
- 9° - deelneming van een kind van de werknemer of met wie hij een gezin vormt aan het feest van de vrijzinnige jeugd daar waar het feest plaats heeft:
de dag van het feest.
Zo deze dag samenvalt met een zondag, een feestdag of een gewone inactiviteitsdag, wordt deze dag vervangen door de gewone activiteitsdag die de gebeurtenis onmiddellijk voorafgaat of volgt.
- 10° - verblijf van de dienstplichtige werknemer in een rekruterings- en selectiecentrum of in een militair hospitaal ten gevolge van zijn verblijf in een rekruterings- en selectiecentrum:
de nodige tijd met een maximum van drie dagen.

- 11° - bijwonen van een bijeenkomst van een familieraad, bijeengeroepen door de vrederechter:
de nodige tijd met een maximum van één dag.
- 12° - declneming aan een jury, oproeping als getuige voor de rechtbank of persoonlijke verschijning op aanmaning van de arbeidsrechtbank:
de nodige tijd met een maximum van vijf dagen.
- 12bis° - uitoefening van het ambt van bijzitter in het hoofd- of enig stembureau bij de parlements-, provincieraads- en gemeenteraadsverkiezingen:
de nodige tijd.
- 12ter - ter uitoefening van het ambt van bijzitter in een hoofdbureau bij de Europese parlementsverkiezingen:
de nodige tijd met een maximum van 5 dagen.
- 13° - uitoefening van het ambt van bijzitter in een hoofdbureau voor stemopneming bij de parlements-, provincieraads- en gemeenteraadsverkiezingen:
de nodige tijd met een maximum van vijf dagen.
- 14° - het onthaal van een kind in het gezin van de werknemer in het kader van een adoptie:
drie dagen naar keuze van de werknemer in de maand volgend op de inschrijving van het kind in het bevolkingsregister van de gemeente waar de werknemer zijn verblijfplaats heeft, als deel uitmakend van het gezin.

artikel 4: Voor de toepassing van artikel 3, nummers 6 en 7 worden de schoonbroer, de schoonzuster, de grootvader en de grootmoeder van diegene met wie hij een gezin vormt van de werknemer, gelijkgesteld met de schoonbroer, schoonzuster, grootvader en de grootmoeder van de werknemer.

artikel 5: De werknemers hebben recht op één dag van het werk afwezig te zijn, met behoud van het normale loon zo len een ereteken wordt toegekend.

artikel 6: In de ondernemingen waar minstens 40 werknemers tewerkgesteld zijn, hebben de werknemers recht op een bijkomende dag afwezigheid in de gevallen voorzien onder artikel 3, nummers 1 en 4.
De werknemster heeft bovendien het recht haar werk te verzuimen, met behoud van het normale loon, gedurende één dag: bij de bevalling ten huize van haar dochter of schoondochter.

artikel 7: Voor de toepassing van artikel 3, nrs 2, 3, 5, 8 en 9 en artikel 6 wordt het adoptiekind en de adoptieouder, het pleegkind en de pleegouder, gelijkgesteld met het wettig of gewettigd kind en de ouder en wordt het natuurlijk erkend kind eveneens gelijkgesteld met het wettig of gewettigd kind.

artikel 8: Voor de toepassing van de bepalingen van de artikel 3, 4, 5 en 6 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, worden enkel de dagen van gewone activiteit, bedoeld in artikel 56 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, zoals ingevoerd bij artikel 10 van de wet van 20 juli 1960 op het gewaarborgd weekloon en gewijzigd bij de wet van 10 december 1962, als afwezigheidsdagen beschouwd.

Hoofdstuk IV - duurtijd - 2eldigheid

artikel 9: Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang vanaf 1 april 2003 en is gesloten voor onbepaalde duur.

Ieder der contracterende partijen kan deze overeenkomst opzeggen, mits een opzeggingstermijn van drie maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief gericht aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor het Tabaksbedrijven aan elk der contracterende partijen.

x

x

x